

**Vive la Très Grande Serbie!**

PAR PASCAL BRUCKNER\*

Depuis deux ans, une vaste campagne de calomnies, orchestrée par des forces internationales, tente de salir l'honneur de la nation serbe et de ses dirigeants. Depuis deux ans, l'Occident ne veut pas comprendre que les Serbes, loin d'attaquer, se défendent avec courage contre le génocide perpétré par les oustachis croates, les fanatiques musulmans, les violeurs albanais. C'est pourquoi, il est temps de réviser notre politique à son propos. L'accord de Washington est un premier pas mais beaucoup trop timide. Il faut, dès maintenant, exiger de l'Onu qu'elle mette ses immenses moyens au service des objectifs suivants:

- La levée de l'embargo sur les armes au seul profit des Serbes qui en sont tragiquement démunis.

- La reddition inconditionnelle de Sarajevo et de toutes les enclaves musulmanes aux forces serbes de Bosnie qui en sont les titulaires légitimes.

- La conversion volontaire des Musulmans à leur religion d'origine, l'orthodoxie, ou leur éloignement définitif de la Bosnie.

- La restitution de Dubrovnik, Zadar, Sibernik, Split aux forces armées de Belgrade en compensation des dommages de guerre.

- Une large coopération internationale avec les autorités de Pristina pour organiser le départ des Albanais du Kosovo, occupants indus d'une terre qui est serbe depuis toujours.

Enfin, qu'on me permette de formuler le vœu suivant: puisque vivent à Paris entre 50 000 et 80 000 Serbes et Monténégrins, il est peut-être urgent de décréter Paris capitale extérieure de la Grande Serbie, urgentement de nous débarrasser de toutes ces vieilleries catholico-musulmanes que sont Notre-Dame, la grande mosquée, l'Institut du monde arabe, Saint-Eustache, Saint-Denis, etc. et de les reconstruire en style byzantin, plus beau, plus ancien.

En guise de bonne volonté, la France pourrait tout de suite livrer à Milosevic les traitres et les opposants serbes réfugiés sur son territoire, rendre l'usage du serbe obligatoire pour tous dès le jardin d'enfants et commencer immédiatement les travaux d'extension du TGV jusqu'à Belgrade. Est-il impertinent de suggérer à notre bien-aimé président François Mitterrand de remettre sans tarder les clefs de notre ville à son ami Slobodan Milosevic? Vive la République serbe auto-proclamée à la butte Montmartre! Vive l'axe éternel Paris-Belgrade! Vive la Très Très Grande Serbie!

\* Ecrivain.

**Mondialisation économique: le tiers monde près de chez vous**

PAR FABRICE HATEM\*

Que l'internationalisation soit une bonne affaire pour la France, les dizaines de milliers d'emplois créés chaque année par des firmes étrangères dans notre pays en témoignent amplement. Cependant, l'affaire Hoover ou la crise de la pêche française en ont également montré les dangers: emplois locaux dépendants, pour le meilleur ou pour le pire, de décisions prises par des acteurs internationaux; autonomie de décision nationale fortement réduite par des contraintes externes de toutes natures; tendance à la précarisation de l'emploi et des niveaux de vie.

Crise de la pêche et affaire Hoover témoignent en tout cas, avec beaucoup d'autres plus favorables, d'un changement d'époque. A la société en voie d'homogénéisation des années 1960 et 1970, dans le cadre d'une économie mixte à l'ouverture encore limitée, succède sous nos yeux une société plus mobile et plus fragmentée sous le règne du marché de libre concurrence mondialisée. *flux / à court / 24 h*

Pendant quarante ans, la société française a été modelée par des tendances profondément intégratrices: protection et droits sociaux progressivement renforcés, croissance de la production et des revenus, hausse des niveaux de formation, rôle accru des catégories professionnelles intermédiaires au détriment des tâches d'exécutions... La société se reconfigure en conséquence autour d'une grande classe moyenne indifférenciée allant des couches supérieures de l'ancien prolétariat aux cadres, ingénieurs et autres professions intermédiaires. La convergence de modes de vie et de consommation, des pratiques culturelles (télévision...), la dissolution des oppositions idéologiques «droite-gauche» témoignaient, entre autres, de cet effacement progressif des barrières de classes.

Le mouvement conjoint de mondialisation-libéralisation, déjà engagé depuis fort longtemps, mais qui s'est sensiblement accéléré au cours des années 1980 est en train d'inverser ces tendances, en induisant de nouveaux facteurs de polarisation sociale dans les pays développés. D'un côté, on trouve les «gagnants» de la mondialisation: propriétaire de capitaux internationalement mobiles ou «symbolic analyst» détenteurs de compétences managériales et techniques de haut niveau. De l'autre, la masse des travailleurs aux qualifications plus limitées, mis en concurrence croissante avec les populations des pays en voie de développement, par le biais des délocalisations ou de l'immigration, pour l'accès à l'emploi, et qui sont menacés par le chômage si leur productivité n'est pas suffisante pour justifier le niveau des rémunérations et des protections sociales dont ils bénéficient. D'autant plus que beaucoup d'entreprises pratiquent plus que jamais, en France comme dans d'autres pays développés, ce que l'on appelle pudiquement la «flexibilité externe», c'est-à-dire la précarisation généralisée de l'emploi, accompagnée d'une taylorisation accrue de l'organisation du travail, y compris pour des catégories autrefois privilégiées comme les cadres.

On observe en conséquence aujourd'hui, en Europe comme aux Etats-Unis, une tendance au laminage de la classe moyenne et une accentuation des inégalités entre extrêmes. Ceux-ci, comme le note le sociologue Etienne Balibar, «s'éloignent en termes de richesses et de pauvreté, de sécurité et d'insécurité, de pouvoir et d'impuissance collective, etc.» Une fraction de la société française est peut-être de ce fait en voie de tiers-mondialisation. En effet, l'appartenance au tiers-monde se définit désormais moins par la nationalité d'origine que par l'incapacité à participer aux réseaux de production et d'échange mondialisés. D'une certaine manière, la seconde génération des chômeurs en fin de droits d'Aubervilliers appartient davantage au monde du sous-développement que le contremaître coréen des usines Hyundai. Le phénomène d'exclusion prend certes dans nos pays des formes assez neuves, puisqu'il s'accompagne d'un niveau élevé d'accumulation scientifique, matériel et cultu-

rel. Mais notre économie de l'hypercomplexité s'accompagne d'exigence de qualifications, de mobilité, et d'interactivité que tous les nationaux des pays riches, loin de là, ne sont pas préparés à affronter. Comme le souligne H. Bouchet, de Force ouvrière, il faut aujourd'hui des compétences techniques de très haut niveau pour produire du lait: et nous ne savons pas quoi faire de ceux qui ne peuvent que traire les vaches.

Notre société est dans ces conditions confrontée à des risques multiformes de fragmentation sociale et de rupture des solidarités. La machine à détruire les emplois et la cohésion sociale s'est emballée, et sa vitesse dépasse celle de la reconstitution. La fracture s'élargit entre la masse atomisée des exclus et la classe moyenne. Quant aux élites économiques ou culturelles, leur discours internationaliste, même s'il est techniquement légitime, est de moins en moins en résonance avec les craintes du peuple, comme l'a montré le contraste entre l'enthousiasme quasi général de la classe politique pour le traité de Maastricht et sa très courte victoire au référendum. *Group = bourgeoisie / 1992 / 1993*

Autre expression du même phénomène: les difficultés observées dans les mégapoles du monde entier, qu'elles soient situées au Nord et au Sud de la planète, présentent de fortes similitudes. Polarisation sociale et ethnique, dégradation des infrastructures, désagrégation sociale et morale dans les quartiers défavorisés, dessinent les traits d'une crise urbaine mondiale qui n'épargne pas la France.

Aujourd'hui, le tiers-monde commence à Stains et le monde développé dans le quartier des affaires de Marnille. Selon le sociologue Adil Jazouli, certaines banlieues françaises apparaissent déjà comme «des sous-continentaux à la dérive (...), le chômage, les conduites de dépendance, les phénomènes d'exclusion, ne sont plus vécus comme des périodes transitoires entre deux emplois, mais deviennent de plus en plus un état permanent.» Les travaux préparatoires au XI<sup>e</sup> plan ont permis de tracer quelques axes d'action. Ne pas renoncer, au sein des sociétés développées, à l'expression de solidarités fortes, au niveau national et local, envers les exclus (politique de l'enfance, développement social des quartiers...); donner par l'éducation les moyens au plus grand nombre d'affronter dans de bonnes conditions la concurrence internationale; promouvoir des formes d'organisation productives plus qualifiantes et un mode de relations sociales plus performant et plus intégrateur dans l'entreprise. Tout en jouant le jeu de l'ouverture, rechercher la mise en place de règles internationales, notamment au niveau européen, permettant d'éviter que la compétition économique ne dégénère en moins-disant social et fiscal. C'est à ces seules conditions que nous pourrions tirer de la mondialisation ce qu'elle peut apporter de meilleur.

**L'appartenance au tiers-monde se définit moins par la nationalité d'origine que par l'incapacité à participer aux réseaux de production et d'échange mondialisés. La seconde génération des chômeurs en fin de droits d'Aubervilliers appartient davantage au monde du sous-développement que le contremaître coréen des usines Hyundai.**

\* Economiste.

**Les bêtes humaines**

PAR BERTRAND MARECHAUX \*

Pour la première fois cette année, les partisans et les adversaires de la chasse aux tourterelles se sont rencontrés sereinement. La rencontre n'a pas été vaine puisque chacun a ainsi pu exposer ses arguments à la partie adverse. Les opposants à la chasse ont, dans ce cadre, expliqué le fondement de «l'action humanitaire qu'ils conduisent pour protéger les oiseaux».

Bernard Manovelli, président-fondateur des Nouveaux Ecologistes, a quant à lui présenté les actions qu'il entendait mener avec l'argent que son mouvement allait recevoir grâce à une alchimie électorale que n'avait sans doute pas prévue le législateur. Il va initier des «actions humanitaires pour la défense des animaux».

Se peut-il qu'on ait à ce point perdu le sens des mots? Pour les 200 collaborateurs de la Sonacotra et tous ceux qui comme eux œuvrent chaque jour en faveur du logement des plus démunis en s'efforçant de contribuer à leur insertion sociale, une telle dérive linguistique est une réelle interrogation, surtout lorsqu'elle se répète.

Faut-il croire que, comme le dénonçait Finkelkraut dans la Défaite de la pensée, tout se vaut, tout est égal, une paire de bottes et Shakespeare, la nourriture pour chien envoyée à Sarajevo par Brigitte Bardot et l'accueil des réfugiés bosniaques en détresse en France? Toute bonne action est donc désormais «humanitaire»: agir pour aider des hommes ou pour sauver arbre ou plante serait donc équivalent. Comment face à cela interpréter l'unanimité qui entoure les prises de position de l'abbé Pierre?

On peut considérer ce glissement sémantique comme un abus de langage malheureux; on peut aussi y voir un signe plus inquiétant. Cette perte du sens des mots ne traduit-elle pas, par-delà la perte du simple bon sens, celle du sens de l'homme? N'est-on pas en présence d'une résurgence d'un vieux courant de pensée qu'évoque Luc Ferry dans le Nouvel Ordre écologique, qui voit entre l'homme et l'animal une différence de degré et non de nature.

La défense de causes légitimes - et la protection des animaux en est une - ne souffre pas l'excès, surtout quand il revient à gommer ce qui fait la spécificité et la grandeur de l'homme. Face aux difficultés croissantes que rencontrent, chez nous comme ailleurs, un grand nombre de nos semblables, quelle